

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAITERIE DU VAL D'ANCENIS

BP 102
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : N4-2024-1039-RI
Code AIOT : 0006300906

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement LAITERIE DU VAL D'ANCENIS implanté ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAITERIE DU VAL D'ANCENIS
- ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La laiterie Val d'Ancenis est spécialisée dans la fabrication de beurre, de lait en poudre et de fromages.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 20	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 11.2 et 12.1	Sans objet
2	émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 14	Sans objet
3	exercices	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 271.5 et 27.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que les émissions atmosphériques et sonores sont conformes à la réglementation.

Des exercices de préparation aux situations d'urgence sont régulièrement réalisés.

Les capacités de rétention sous les cuves d'acide et de soude « T45 » sont insuffisantes. Elles ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

L'étude de dangers reste à finaliser.

2-4) Fiches de constats

N°1 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 11.2 et 12.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les gaz émis par les installations de combustion doivent respecter les valeurs suivantes : : <ul style="list-style-type: none"> Chaudières Oxydes de soufre : 35 mg/Nm ³ Oxydes d'azote : 225 mg/Nm ³ Monoxyde de carbone : 100 mg/Nm ³ Poussières : 5 mg/Nm ³ <ul style="list-style-type: none"> En sortie des dispositifs de dépoussiérage, les émissions des tours de séchage doivent respecter les valeurs suivantes : Tour 45000 Filtre à manche : Poussières Concentration limite : 10 mg/Nm ³ Flux maximal : 1,2 kg/h Tour MSD1 et Tour MSD2 Cyclone : Poussières Concentration limite : 40 mg/Nm ³ Flux maximal : 2kg/h
Constats : L'exploitant présente les derniers résultats : <ul style="list-style-type: none"> contrôles annuels (Dekra, 16/01/2023 et 11/01/2024) des poussières pour les tours de séchage "MSD" et "45000" : aucun dépassement de VLE ou de flux n'est constaté contrôles annuels (Dekra 15/11/2023 et 02/07/2024) des deux chaudières pour NOx et CO : aucun dépassement de VLE n'est constaté l'exploitant présente les données de surveillance trimestrielle pour les chaudières n° 1 et n°2 (Cometi services, 06/12/23, 13/03/24 et 04/04/24) : aucun dépassement de VLE n'est constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, nuisances sonores
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Valeurs limites en émergences définies l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.• Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement ne doivent pas excéder les seuils fixés dans le tableau ci-dessous : Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) de 7 h à 22 h : 65 dB(A) de 22 h à 7 h : 55 dB(A)
Constats : <p>L'exploitant présente les derniers résultats de mesure (SOCOTEC, 06/05/22) : les niveaux de bruit en limite de propriété et les émergences sont conformes aux valeurs de l'arrêté préfectoral du 12/12/2005.</p> <p>A noter que les valeurs limites en niveaux de bruit prises en compte dans ce rapport sont celles de l'arrêté ministériel du 23/01/97 (70 dB(A) en journée et 60 dB(A° la nuit) alors que ces valeurs sont respectivement de 65 et 55 dB(A) dans l'arrêté préfectoral applicable au site (12/12/2005).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 27.1.5 et 27.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, exercices
Prescription contrôlée : <p>Vérifications et exercices</p> <p>L'exploitant s'assurera périodiquement que les moyens de secours, les obturateurs et les vannes de confinement sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur. Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'opération interne s'il existe. Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel. Des exercices d'évacuation doivent être réalisés au moins une fois par an. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus de ses vérifications et exercices.</p> <p>Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement ;• un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : <p>L'exploitant présente les rapports de vérification des extincteurs (R2S, 25/06/24), des poteaux incendie (R2S, 09/08/24), des RIA (R2S, 25/06/24) et de l'installation de sprinklage (Equans, 27/02/24). Ces rapports ne comportent pas d'observations.</p> <p>Il présente les compte-rendus des exercices réalisés : exercice simulation de déclenchement de POI</p>

avec alarme NH₃ (25/10/22), exercice incendie (13/12/23) et exercice simulation POI Incendie (27/02/24).

Il présente le fichier de suivi de son personnel formé à la manipulation des moyens d'intervention contre l'incendie (liste personnel EPI).

Les documents présentés n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection des Installations Classées

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire supérieure à 800 litres, la capacité de rétention est dans tous les cas de 800 litres minimum ou au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Constats :

La présence de bacs de rétention séparatifs pour les stockages d'acide nitrique et de soude est constatée lors de la visite. Ces bacs sont étanches.

Les vannes pour le remplissage de ces cuves sont correctement signalées et conçues de façon à rendre impossible le mélange entre acide et soude (détrompeurs). Elles sont cadenassées.

En revanche, les capacités de rétentions pour les 2 cuves "T45" ne sont pas conformes, car très inférieures à 100%.

Pour la soude comme pour l'acide, cette capacité est de 13m³ pour un stockage de 25m³=52 %

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N°5 : étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit actualiser son étude des dangers périodiquement, notamment à l'occasion de toute modification notable. Cette étude est accompagnée d'un programme d'actions visant à réduire le risque à la source en adoptant les meilleures technologies disponibles et en recherchant à diminuer les potentiels de danger.

Constats :

L'exploitant est en cours d'actualisation de son étude de dangers. Le document présenté ne comporte, pour le moment, que la description de la toxicité des produits (acide nitrique, soude, NH₃, etc).

Or une étude de dangers doit identifier des *scenarii* de dangers (pour le personnel, pour les riverains, pour les eaux souterraines, etc) et doit, pour chaque danger identifié, établir des mesures de maîtrises des risques (MMR) afin de rendre acceptable le risque de survenue de ces dangers pour chacun des *scenarii* étudiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, sous 3 mois, adressera à l'inspection des installations classées l'étude de dangers actualisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective